

Compte rendu UNSA de la Formation Spécialisée du vendredi 15 décembre 2023

secrétariat adjoint : UNSA

liminaires : FO Solidaire CGT

suppressions d'emploi 2024 : -14 agents !!! nous sommes loin du 0 annoncé par le DGFIP !

Nous commencerons ce compte rendu par le point qui vous impacte le plus :

les TRAVAUX

A VENIR : (encore et encore des restructurations....)

PNCD

Le bureau SPIB2C a fait réaliser deux propositions de plans pour l'arrivée du PNCD au CFP de Béthune. Ceux ci ont été présentés aux chefs de services fin septembre afin qu'ils puissent discuter du projet et de ces impacts avec leurs agents et nous remonter leurs remarques.

L'objectif est de pouvoir installer le PNCD au 4ème trimestre 2024. Le SIP, le SIE et le SPFE seront impactés.

Appel à projets de rénovation énergétique déposé pour le CFP de Calais (programme budgétaire national spécifique doté de 300 M€ par an sur 4 ans). Critères impératifs de forte diminution de nos consommations énergétiques et de respect des normes « surface ». Budget prévisible de rénovation énergétique du CFP de Calais 2 038 000 €.

- Mettre en place les nouveaux espaces de travail respectant les nouvelles normes surfaces afin d'adapter nos bâtiments aux nouveaux modes de fonctionnement. Le plan de transition de la direction comprendra un indicateur dédié. Le respect des ratios de 16m² et 18m² par résident, conditionnera l'obtention de budget pour les travaux lourds de rénovation énergétique.

ratio m²/agent au centre de contact : 16,7 : dans les normes

Sécurité

Sécurisation des zones administratives en recentrant l'accueil au rez-de-chaussée des centres de finances et changement des centrales d'alarme/contrôles d'accès.

Accueil

Agencement des halls d'accueil de Béthune, Lens et Boulogne selon les critères du SRP. Installation de bornes WIFI dans nos accueils avant la campagne IR. Les gestionnaires de file d'attente seront également modernisés à Montreuil, Calais, Boulogne et Longuenesse Arras-Montuelle

La pairie départementale : dans le cadre du schéma directeur de l'immobilier de l'état, la direction a identifié certains sites comme étant « hors norme » dans le ratio surface/agent.

Il n'y a pas encore de calendrier , Le Crinchon est dans les sites à revoir , rien n'est défini, soit Foch / Brassart, soit le centre Montuelle,

EN COURS

CDIF Arras Montuelle : 3 lots (sol, menuiserie et électricité) pour un budget de 350 000 €

- plan de prévention réalisé le 26/10
- début des travaux 06/11
- phase 1 (terminée) : dépose de toutes les cloisons et création du nouvel espace de documentation
- phase 2 : pose des nouveaux revêtements de sol
- Phase 3 : pose des cloisons et dalles acoustiques de plafond.

Tout au long des travaux, des interventions seront nécessaires pour le lot électricité.

La fin des travaux et installation du nouveau mobilier sont prévues pour fin janvier 2024 au plus tard.
(question de CGT)

TOIP

En matière de téléphonie sur IP (TOIP), les sites du CFP de, Lens CH, Béthune, Lillers, Bruay, Saint Pol, Calais, Montreuil, du PNCD et du CC de Lens sont équipés.

Des travaux de mises aux normes des câblages devront être réalisés sur Boulogne, Lens, Saint Omer afin de préparer les bascules début 2024.

en cas d'incident il faut impérativement les faire remonter ! (par le biais des fiches d'incident)

POINT 2 DUERP 2023 :

Bilan du PAP 2023

rien n'est parfait dans le 62 ; il y a eu :

les risques recensés :

risques psychosociaux : 278

Risques liés aux déplacements et aux chutes : 143

travail sur écran : 100 (préconisation : faire des pauses)

liés à l'activité physique : 79

Risques liés aux phénomènes physiques et aux bâtiments : 64

Risques liés à l'utilisation de véhicules : 64

Glissades et chutes de plain-pied : 57

Risques particuliers : 40

Risques liés au manque d'hygiène sur les lieux de travail : 23

Risque d'incendie, d'explosion et de panique : 12

Tous les risques signalés au DUERP 2023 sont en voie de résolution (selon la direction)

a titre d'infos :

par site , le ratio surface/agent est de : 32,84m²

la DDFIP a abandonné 20 % des surfaces par les restructurations

la DDTM s'installe à Montreuil

POINT 5 bilan télétravail :

les refus par les chefs de service ne sont pas comptabilisés, les agents concernés n'ayant pas donné suite,

Dans le 62 : 6 contrats sur 10 comprennent des jours flottants
Nous sommes la fin d'une année complète de télétravail

bilan comparatif avec 2022 :

2022 : 699 ponctuels, 468 réguliers, total : 1167

2023 : 724 ponctuels, 428 réguliers, total : 1152

en juin 2022 le télétravail a été ouvert aux agents nomades pour un total de 90 agents (67A, 16B, 7C)

Télétravail suite à avis du médecin du travail :

| Catégorie | Nombre de télétravailleurs selon la durée hebdomadaire du télétravail | | | | | Total par catégorie |
|-----------|---|----|----|----|----|---------------------|
| | 1J | 2J | 3J | 4J | 5J | |
| C | 1 | 10 | 7 | 1 | 3 | 22 |
| B | 4 | 13 | 16 | 2 | 1 | 36 |
| A | 0 | 6 | 4 | 1 | 4 | 15 |

POINT 6 rapport de l'ISST (O Wintrebert)

l'ISST nous a présenté ses objectifs, ses moyens d'action et ses activités par le biais d'un rapport de 100 pages (difficile de résumer)

il y a ,23 ISST en France
leur activité est de contrôle et de conseil
et la participation aux réunions (CHS-CT, FS)

partie sécurité : 60 % des observations
sécurité électrique : 10 %
partie conditions matérielles du travail
hygiène : 18 % (renouvellement de l'air)

POINT 7 GUIDE AMIANTE

nous en sommes à la 4eme mise à jour de ce guide
les objectifs ministériels vont au-delà des préconisations
le guide pratique satisfait les membres de la FS

a la DGFIP :
il n'y a plus aucun matériau du type A (friable)
matériaux amiantés : contrôle tous les 3 ans
on interdit à tout agent d'intervenir sur les matériaux amiantés
signalétique amiante obligatoire
dalles de sol amiantées : ne pas les décaper à la brosse

a Montuelle :
cloisons déposées : une entreprise vient pour reboucher les trous et pour percer les nouveaux trous (le samedi)
à Calais , au recouvrement le sol n'a pas été refait : l'entreprise a classé « en bon état » elle l'a reconditionné,

mesures d'empoussièrement ; les matériaux « durs » ne produisent pas de poussière

POINT 8 questions diverses

prise en charge des accidents de service :
délai moyen de décision d'imputabilité ? Délai d'UN mois
2 dossiers ne sont pas terminés faute de retour de l'agent

les associations de l'extérieur :
organisation d'un GT prochainement

DRH :
recrutement d'un médecin de prévention :
Une médecin assurera 1jour/semaine dans le Pas de Calais
Projet de modification d'organisation des planing de rendez-vous (pour mise en place au 1^{er} février) :
Mme Rivaux déchargée du secrétariat (planing de rendez-vous)
passer par la secrétaire régionale Astrid Leméraire :
cette procédure n'est pas la plus pratique, le cheminement le plus court pour une prise de rendez vous est de
passer par Mme Rivaux
la direction attirera l'attention sur ce sujet

Nous attendons l'arrivée du nouveau médecin

poste d'infirmier(e) à Boulogne : 1 seul poste
un recrutement d'une infirmière sur Boulogne est envisagé

bilan formation des EDR :

montée en compétence en fiscalité des entreprises

4 agents : gestion des hébergés

retour des EDR sur leur interventions :

on tient compte des besoins et des absences de service :

pas d'observation récente

les CdS font un descriptif précis des besoins mais des EDR arrivent dans un service sans avoir de consigne précise

l'affectation des EDR répond à un besoin identifié (DDFiP)

impact des EDR en demi/journée elle vise à répondre à un besoin sur 2 postes

n'a pas vocation à être développé

les contractuels :

5 contrats en cours

la ddfip a converti 12 mois de vacataire en 1 contractuel pour en renfort en GMBI

nombre d'apprentis :

9 nouveaux en 2023